

# LA GLOBALISATION DE LA SOCIOLOGIE EN SITUATION AFRICAINE: ENTRE RÉSISTANCES ET DYNAMIQUES DE STRUCTURATION

CLAUDE ABÉ

**Résumé:** La présente contribution porte sur la globalisation de la sociologie ou, du moins, sa dé-localisation en regard des situations africaines. Elle s'emploie à faire le point de cette dynamique à la lumière du paradigme du *Grand Partage* de manière à donner une image de la situation et des trajectoires de ce processus dans ce contexte. L'étude comprend deux parties. La première analyse les mouvements de construction de la globalisation de la sociologie par le biais de la résistance pendant que la seconde étudie les voies expérimentées par les chercheurs qui tablent sur l'articulation du temps local et du temps scientifique global.

**Abstract:** The present contribution speaks about globalization of sociology in regard to African area. It examines situation in light of *Grand Partage* (developmentalism) paradigm in the way to discover orientations taking by this process in this particular context. The study is divided in two parts. The first one analyses the building of globalization by resistance movements when the second focuses on the experiences of African researchers which are engaged in articulation local and global scientific times or dynamics to build original way of sociological practice.

## INTRODUCTION

La présente contribution porte sur la globalisation de la sociologie ou, du moins, sa dé-localisation en regard des situations africaines. Il s'agit de faire le point de manière à donner une image de la situation et des trajectoires de ce processus dans ce contexte. La tâche ainsi envisagée est loin d'être aisée tant il semble ardu de justifier sa pertinence ou encore l'intérêt de s'y engager. Plusieurs obstacles jonchent en effet le parcours de celui qui entreprend un tel exercice.

Le premier obstacle est relatif à la délimitation du champ d'application de la sociologie au moment de sa naissance. Pour délimiter son champ

d'intérêt, les fondateurs de cette discipline ont procédé à un «Grand Partage entre Eux et Nous» (Latour 1994:22), sorte de dichotomisation du monde, fondé sur une soustraction et une gradation/minoration. C'est une science qui s'est en effet voulue pour les sociétés dites modernes que l'on limitait alors au monde occidental par opposition aux autres dites de la tradition, c'est-à-dire sans histoire parce que considérées misonéistes et tournées vers le passé. C'est cette opération d'exclusion d'un certain type de sociétés parce que dites non modernes, ou pour le dire autrement, sauvages, qui constitue le premier pilier du Grand Partage. Ce paradigme s'accompagne ainsi d'une disqualification de tout ce qui n'est pas soi, c'est-à-dire propre à l'aire culturelle occidentale; l'autre, l'ailleurs est tenu comme relevant de l'exotique, c'est-à-dire d'un univers inférieur, d'une catégorie moindre.

Le *Grand Partage* apparaît au demeurant être un paradigme qui a permis de délimiter le champ d'application de la sociologie naissante à partir d'une logique asymétrique définissant les rapports de soi à l'autre, de l'ici à l'ailleurs avec pour finalité de dire ce qu'est la modernité, c'est-à-dire la séquence socio-historique qui est désignée à l'époque comme l'objet de cette science. C'est ce qu'observe Latour qui la résume en ces termes:

Lorsque les mots «moderne», «modernisation», «modernité» apparaissent, nous définissons par contraste un passé archaïque et stable. De plus, le mot se trouve toujours lancé au cours d'une polémique, dans une querelle où il y a les vainqueurs et les perdants, des Anciens et des Modernes. «Moderne» est donc asymétrique par deux fois; il désigne une brisure dans le passage régulier du temps; il désigne un combat dans lequel il y a des vainqueurs et des vaincus (1994:20).

Ce présupposé théorique fondé sur la dichotomisation des systèmes sociaux au profit de l'univers occidental «interdit de penser les hybrides» (Latour 1994:22).

Les développements ci-dessus suggèrent que le paradigme du *Grand Partage* constitue une «démarche dichotomique, avec ses oppositions simples et radicales, hostile à toute idée d'interpénétration et de complémentarité» (Schwarz 1979:158). Il repose sur l'idée d'un monde scientifique cloisonné parce que la réalité sociale qu'elle s'applique à étudier le serait aussi. A l'opposition entre Occident et reste des espaces de civilisation affirmant la supériorité du premier sur les seconds, vont s'ajouter d'autres couples de dichotomies radicales et irréductibles. A titre d'exemple, «Le monde rural et tribal devint la chasse gardée des anthropologues, le monde urbain associé péremptoirement au monde moderne alla aux sociologues» (Schwarz 1979:158). D'autres couples

d'opposition renvoyant à cette démarche ont vu le jour dans la littérature socio-anthropologique: archaïque, sauvage ou primitif/civilisé, solidarité organique/solidarité mécanique, société froide/société chaude, communauté/société, etc.

Tout ce qui précède indique que les fondateurs de la sociologie n'avaient pas du tout pensé celle-ci en rapport avec l'enchevêtrement des différences, et surtout pas en tenant compte de l'intégration du système mondial. Mais depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont: les travaux de l'anthropologie dynamique réalisés dans les années 50 pour appréhender les rapports desdits systèmes sociaux aux circonstances socio-historiques auxquelles la situation coloniale les a soumis ont démontré que toutes les sociétés sont inscrites dans l'histoire et connaissent des transformations; il n'y a donc pas de société exclusivement tournée vers la tradition et le passé. En Afrique l'on peut particulièrement citer les recherches de Balandier dans la sous-région Afrique centrale, notamment au Gabon, au Congo-Brazzaville et au Cameroun (voir 1955, 1971, 1985, etc.); ces recherches apportent la preuve que comme les sociétés dites modernes, celles désignées traditionnelles, sont soumises à l'ordre et au désordre du fait de la coexistence d'éléments d'âge différent qui provoquent des mutations/crises.

De plus, comme le fait remarquer Latour, «Dans les innombrables querelles des Anciens et des Modernes, les premiers gagnent maintenant autant de fois que les seconds, et rien ne permet plus de dire si les révolutions achèvent les anciens régimes ou les parachèvent» (1994:22). Il constate par ailleurs que sociétés modernes et sociétés de la tradition fonctionnent exactement de la même manière, notamment à partir du principe de l'articulation ou de l'hybridation de «la pratique technico-scientifique appliquée à la nature et la pratique politico-sociale appliquée à l'humain» (Laburthe-Tolra et Warnier 2003:9). Ce qui pousse à penser que même ceux qui s'estiment être modernes ne l'ont jamais été (Latour 1994). A partir de l'instant où il n'y a plus un Eux différent ou opposé à un Nous, du moins du point de vue de leurs référentiels respectifs de fonctionnement, il n'y a plus un domaine propre à l'anthropologie et un autre à la sociologie. Ce qui autorise la sociologie de même que l'anthropologie à étendre chacune son champ d'intérêt ou d'application à l'échelle du globe terrestre, réhabilitant du même coup le projet de la présente étude, à savoir rapporter l'examen de la globalisation de la science des faits sociaux (voir Durkheim 1999) aux situations africaines, c'est-à-dire aux sociétés jadis dévolues à l'anthropologie.

Il ne s'agit cependant là que d'une réhabilitation partielle. La raison est fort simple: la levée de l'hypothèque de l'anthropologisation des sociétés africaines ne constitue pas l'obstacle exclusif pour justifier la

présente entreprise scientifique. Les dynamiques inhérentes à la séquence socio-historique actuelle indiquent une compression du temps et de l'espace qui font que l'on parle de la tribalisation du monde. La *délocalisation des systèmes sociaux*, c'est-à-dire leur «extraction» des relations sociales des contextes locaux d'interaction, puis leur restructuration dans des champs spatio-temporels indéfinis» (Giddens 1994:30), a provoqué une intégration du monde à telle enseigne que la thèse du *village planétaire* formulée par le médiologue canadien McLuhan (1977) n'apparaît plus être simplement une idée. Il suffit de rappeler que le savoir sociologique est aussi le produit de son époque ou d'un espace-temps propre à une séquence socio-historique (Giddens 1994: 24), pour que l'on saisisse l'actualité d'une réflexion portant sur la globalisation de la sociologie. Ceci apparaît d'autant plus intéressant et pertinent que l'on assiste à une propension de ce que l'on peut appeler les *Global Studies* (Bayart 2004: 22) qui contraste avec l'indigence d'une interrogation sur leur orientation méthodologique et théorique.

Cependant, la vocation de la sociologie n'a jamais été de s'intégrer à l'échelle du globe terrestre, c'est-à-dire d'aller vers une «standardisation transnationale» (Kalberg 2004:174). Comme l'observe une étude de Kalberg sur les possibilités de construction d'une théorie sociologique unifiée à cette échelle,

la sociologie s'est développée dans des contextes nationaux marqués par des dynamiques historiques, politiques et sociales tout à fait spécifiques. Dès lors qu'elle est profondément enracinée dans les différents espaces nationaux où elle a pris naissance, la sociologie constitue en grande partie une entreprise chaque fois singulière. Chaque société a développé des modes d'analyse sociologique différents et le cheminement que la discipline a suivi au sein de chacune des nations a suscité des œuvres singulières ainsi que des problèmes, tensions et dilemmes spécifiques. Plus encore certains modes d'analyse et certaines écoles de pensée ont résisté plus efficacement que d'autres aux pressions homogénéisatrices exercées de l'extérieur (2004:173-74).

Ainsi la sociologie allemande est différente de la française qui, elle-même, n'a rien à voir avec celle d'identité américaine ou anglaise. Par ailleurs, même les préoccupations thématiques sont loin d'être homogènes selon les Etats que l'on prend en compte. Il apparaît ainsi que la sociologie semble être intrinsèquement insulaire ou localisée. Bien que les raisons évoquées soient différentes de cette démonstration, cet argument a des adeptes qui s'ignorent dans le contexte africain. C'est ce que l'on retrouve dans la suite du travail sous la qualification de globalisation par défaut; ce qui signifie qu'il n'invalide pas la pertinence de la présente étude.

Il convient tout de même d'ajouter que la compression du temps et de l'espace connue sous le nom de globalisation a débouché sur une remise en question de nombre de présupposés explicatifs et théoriques de la sociologie qui conduisent aujourd'hui à s'interroger sur la pertinence de concepts et modes d'analyse efficaces hier à rendre compte de la réalité (voir Bamyeh 1998; Lagrée 2002). Sans tomber dans les travers et les excès du relativisme, c'est aussi cette occasion que l'on entend saisir ici pour s'interroger sur la globalisation de la sociologie en regard des situations africaines. Mais une embûche surgit une fois de plus sur le parcours, c'est l'incapacité de la modernité ou de la modernisation à produire la convergence à laquelle l'on se serait attendue (voir Warnier 1999:21). Le rapport que les sociétés africaines entretiennent avec les dynamiques propres à la globalisation le montre à suffisance : que ce soit sur le plan culturel ou de celui de l'organisation politique, l'on ne peut pas dire que l'Afrique est engagée dans un processus d'occidentalisation (Balandier 1985:86; Abé 2001a:231; 2001b:324–28, etc.). Ce qui s'y joue emprunte une trajectoire inédite et constitue une expérience propre, bien que l'on puisse y reconnaître les influences marquées des dynamiques du dehors en composition avec les éléments de la longue durée relevant de sa trajectoire historique spécifique. Mais comme nous le verrons dans le texte, ce constat concourt à envisager une réflexion sur une globalisation de la sociologie qui tienne compte de cette trajectoire, c'est-à-dire de la différence qui découle entre la modernité africaine et celle de type occidental.

Pour les sociétés qui avaient été dévolues à l'anthropologie sous le prétexte de leur infériorité ou de leur misonéisme, telles que celles d'Asie ou d'Afrique, et qui sont avec ou contre leur gré dans le *village dit global*, la question de la globalisation de la sociologie se pose dès lors avec davantage de prégnance. Pourtant, les travaux sur la question ne sont pas légion. L'on peut citer l'étude de Mafeje (1976) portant sur la pratique de l'anthropologie en Afrique dans laquelle il remet en question l'universalisme inhérent à toutes les approches qui, comme le fonctionnalisme, s'inspirent du positivisme pour conclure à une voie africaine des sciences sociales qui s'écarte de cette trajectoire petit bourgeois. L'on peut aussi convoquer l'étude du même chercheur visant à ouvrir l'anthropologie en Afrique à un autre objet que la tribu; selon lui, le fait de limiter la production scientifique anthropologique en regard de l'Afrique à cette dernière est un obstacle idéologique à la transnationalisation de cette discipline (Mafeje 1971). Il y a aussi la contribution de Schwarz (1979) sur la sociologie en Afrique dans son rapport au paradigme du développement international et celle de Mkandawire (1997) qui se penche sur les contraintes et les obstacles que rencontre l'affirmation de sciences sociales africaines à l'échelle internationale.

Comme on peut le constater, l'interrogation sur la globalisation de la sociologie en Afrique croît inversement aux dynamiques d'intégration du monde à l'échelle globale. Excepté celui de Mkandawire, les travaux évoqués plus haut datent d'environ trente ans aujourd'hui, c'est-à-dire d'avant la véritable accélération du processus d'intégration du système mondial. Cette rareté des travaux peut être mobilisée pour justifier la présente entreprise. Il s'agit alors de combler un vide. Cela dit, comment se pratique la sociologie aujourd'hui dans ces espaces sociaux? Intègre-t-on la dynamique actuelle de compression du temps et de l'espace ou l'ignore-t-on? Dans la perspective d'une réponse positive, comment l'intègre-t-on? Étant entendu que la globalisation de la sociologie ne constitue pas exclusivement un procédé scientifique de dé-localisation des thématiques, des paradigmes et des approches; qu'elle est aussi, et en même temps, un processus social porteur d'enjeux quant au développement des systèmes sociaux anthropologisés, ce que l'on essaie ainsi d'étudier c'est la faisabilité de la globalisation de la sociologie dans ces contextes mais aussi sa signification pour eux en termes de production scientifique et sociale du développement. L'idée ici c'est que cette dynamique ne peut être pertinente en regard des espaces anthropologisés, comme les situations africaines, que si elle constitue un processus réflexif dans son essence, c'est-à-dire un procès dans lequel les avancées scientifiques sont indissociables du remodelage ou de la transformation de l'univers social au point où lesdites avancées deviennent la preuve d'une réinvention du système social, des pratiques quotidiennes de production de la vie et des conditions d'existence des acteurs sociaux étudiés.

De ce point de vue, la globalisation de la sociologie en regard des espaces anthropologisés constitue une technologie à conséquence double: c'est d'abord le remodelage des pratiques scientifiques, remodelage qui débouche sur une revalorisation de la situation des systèmes sociaux interrogés dans les études sociologiques et sur celle des groupes sociaux qui les composent. L'on peut en effet supposer que les travaux de recherche réalisés sur les terrains africains intègrent la dynamique actuelle de fonctionnement du monde. Cette intégration n'est cependant pas uniforme; elle se fait selon deux modalités contradictoires: l'une consiste à produire des problématiques et à faire des choix méthodologiques ou épistémologiques visant à globaliser la sociologie par le moyen de la résistance, une résistance qui mise sur l'hypothèse du temps local pour opérer à partir d'un complexe topographique, le *complexe de la localité ou de la localisation* du savoir sociologique inhérent au paradigme du *grand partage* (voir Latour 1991); l'autre consiste à construire des problématiques et des approches qui prennent appui sur l'interaction et l'interdépendance des sites de production du savoir sociologique dans le

monde. L'hypothèse ainsi envisagée c'est que la globalisation de la sociologie en regard des situations africaines est un processus qui se structure sur la base d'un mouvement contradictoire oscillant entre remise en question et construction de passerelles.

Le travail comprend deux principales articulations. La première analyse les mouvements de construction de la globalisation de la sociologie par le biais de la résistance pendant que la seconde étudie les voies expérimentées par les chercheurs qui tablent sur l'articulation du temps local et du temps scientifique global. Dans la première partie, il est question de mettre en lumière les figures contemporaines du *Grand Partage*, notamment l'idée d'une sociologie africaine et la pratique de la sociologie qui consiste ici à administrer les concepts de manière à tailler la réalité à la mesure de ces derniers au lieu de les pluraliser de façon à les enrichir. Ces figures contemporaines du *Grand Partage* sont appréciées comme des formes de *globalisation par défaut* dans la mesure où elles se construisent de manière contradictoire au mouvement de reconstruction de la sociologie. La seconde partie porte sur les voies de globalisation de la sociologie en regard des situations africaines. Deux principales pistes sont examinées. La première interroge les expériences de connexion de la sociologie en Afrique avec celle d'ailleurs au niveau des thématiques et des objets. La deuxième envisage la connexion sur le plan épistémologique.

**1ÈRE PARTIE: GLOBALISER LA SOCIOLOGIE PAR LE BIAIS DE LA  
RÉSISTANCE: LES VISAGES CONTEMPORAINS DU PARADIGME DU *GRAND  
PARTAGE* EN AFRIQUE**

La globalisation repose sur deux ou trois dynamiques: l'émancipation du temps et de l'espace qui déboucherait sur la réduction du monde en un village par voie de délocalisation et de déconstruction des frontières entre Etats (voir Badie 1995). Ce qui suggère que grâce au travail de l'imagination, les phénomènes sociaux ont une dimension globale quel que soit le lieu de leur effectuation, quand ils ne sont pas simplement globalisés. La conséquence de ce *retournement du monde* (voir Badie et Smouts 1992) et de cette dé-localisation des relations sociales est une remise en question des paradigmes et des approches insistant sur la localité ou la spécificité qui apparaissent désormais non-ajustées par rapport au réel à appréhender. Mais cela ne signifie pas que le local a disparu mais qu'il se construit aujourd'hui à partir de la dé-localisation. D'où également l'erreur qui consiste à administrer les concepts, approches et théories élaborés ailleurs dans un contexte autre. Ce sont là les deux

principaux visages de la résistance au processus actuel de globalisation de la sociologie.

### *1—L'idée d'une sociologie africaine*

Parmi les visages contemporains du paradigme du *Grand Partage*, l'on peut retenir l'imposture scientifique que constitue l'idée d'une *sociologie africaine* ou d'une anthropologie proprement africaine. Piégés par la cristallisation du paradigme du *Eux* et du *Nous* dans les études africanistes, notamment par la mobilisation de la *spécificité* comme catégorie exclusive d'intelligence ou d'explication du réel en situations africaines, certains chercheurs évoluant dans le continent se surprennent à revendiquer une sociologie africaine, comme le fait le sociologue camerounais Nga Ndongo (2003) ou encore son collègue ougandais Wadada Nabudere (2006); ils militent alors pour une sociologie africaine sous le fallacieux prétexte de se déconnecter des thématiques, modèles et problématiques créés en Europe ou Etats-Unis pour émanciper la recherche locale de ses complexes d'infériorité et d'une prétendue pensée unique afin de créer les conditions de sa productivité performative sur les enjeux du moment au sein du continent (Nga Ndongo 2003:28–37). Ce faisant, ils se retrouvent dans la situation, pour le moins ubuesque, du *bourgeois gentilhomme*, ce personnage de Molière qui faisait de la prose à son propre insu. Autrement dit, ils font le jeu du paradigme du *Grand Partage* sans le savoir: une *sociologie pour nous* et une *autre pour eux* pourrait-on caricaturer. Une telle revendication pour une «sociologie topographique» (Copans 1990:80) est plus de l'ordre corporatiste que de celui de l'intérêt de la science. Comme l'on peut le constater, le *plaidoyer* (voir le titre de l'ouvrage de Nga Ndongo 2003) n'est pas de l'ordre de la science. Pour emprunter les mots du politiste camerounais Sindjoun déplorant ce type d'engagement, ce n'est pas «une catégorie de réflexion sereine» (1999: 7). D'ailleurs en croyant se couper des modèles produits en Occident, l'on se rend bien compte que l'auteur n'en est pas sorti tant le titre de son ouvrage et sa préoccupation d'illustrer et défendre la sociologie rappellent, à bien des égards, ceux du sociologue français Touraine (1974) dans un ouvrage bien connu, aux préoccupations plus sereines, qui ne lutte par contre pas pour une sociologie territorialisée.

Quand on évalue les difficultés que les institutions de recherche et les chercheurs éprouvent à suivre des débats en cours dans leurs disciplines et champs de recherche (Ki-Zerbo 1992), il apparaît que l'on est là en face d'un provincialisme scientifique qui fait le lit du *développement du sous développement* (Gunder Frank 1979) de la sociologie dans le continent. C'est une dérobade face à la difficulté de se confronter aux pro-



blématiques scientifiques contemporaines et à la rudesse de la critique des pairs de la communauté internationale dans le domaine des sciences sociales. La territorialisation d'un savoir ne constitue pas un élément de mesure de validité/vérité ou un critère d'évaluation de la pertinence de la contribution d'un chercheur à la transformation des conditions de vie des acteurs sociaux sur qui le dit savoir est produit.

Comme cela se donne à voir, cet appel à l'*africanisation de la sociologie*, qui s'inspire, même si l'on ne le dit pas, de celui de l'économiste égyptien Amin à la déconnexion (Amin 1985), est une piste de reproduction du paradigme du *Grand Partage* et d'affirmation de l'incapacité à s'émanciper du passé pour explorer d'autres postures analytiques permettant de se connecter à ce qui se fait ailleurs pour créer des passerelles qui pourraient servir de plateforme à une pratique pertinente, réflexive et productive de la sociologie et de l'anthropologie en Afrique, bref à sa globalisation en regard de ce contexte. Cette posture analytique est par ailleurs vouée à l'échec parce qu'elle évolue à rebours d'un horizon temporel qui s'accommode très peu du *local localisé* (López 2003:30–31), car ce que l'on appelle local aujourd'hui n'a plus de sens (voir Appadurai 1993; Badie 1995). C'est en raison de cette dynamique et de cette logique de fonctionnement que la *sociologie africaine* serait une sociologie sans objet d'étude tout simplement parce que l'Afrique dont- elle est censée parlée n'existe plus, du moins en tant qu'essence, pas plus que l'Occident ou l'Asie. L'on comprend pourquoi Appadurai appelle à une *anthropologie transnationale* (voir Appadurai 1996) qui privilégie l'intelligence du réel à partir d'un regard qui se structure au point d'articulation du temps local et du temps mondial. Ce qui précède montre que pour être pertinente, la globalisation de la sociologie ne peut être qu'une *sociologie des passerelles* qui évolue, à rebours de la thèse de la déconnexion, entre les thématiques, les méthodologies, les théories et les problématiques. Pour être plus précis, la *sociologie globalisée* c'est une sociologie qui se nourrit, de l'articulation, aussi bien de l'ici que de l'ailleurs (Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et la Politique [CURAPP] 1998; Sindjoun 2002) du proche comme du lointain (Bastide 1970; Lévi-Strauss et Eribon 1988) ou du départ et de l'allégeance au bercail. C'est pour toutes ces raisons que ladite *sociologie africaine* ne peut être qu'une sorte d'ethnologie de la première heure s'enfermant dans le paradigme du *Eux* et du *Nous*.

Or, l'anthropologie inspirée du paradigme du *Grand Partage*, comme l'on peut s'en douter n'a pas été une réflexion tournée vers l'amélioration des conditions de vie des Africains mais une discipline orientée vers le catalogage des cultures inférieures. Elle a même joué un rôle particulier dans la construction et la confortation de la thèse de l'infériorité des

sociétés qu'elle étudiait. Ce qui a contribué à justifier leur domination à travers la colonisation qui recevait ainsi un coup de pouce inespéré pour se légitimer (voir Copans 1975). Ce qui apparaît intéressant ici c'est que les chercheurs africanistes n'ont pas pris acte de l'improductivité de cette approche scientifique à partir du paradigme du *Grand Partage*. C'est aussi en regard de cet impact du paradigme du *Grand Partage* que l'on peut dire que la revendication d'une sociologie africaine constitue l'un des facteurs explicatifs non seulement du sous-développement des sciences sociales en Afrique mais aussi des difficultés qu'éprouvent ce continent à décoller. C'est dire que pour les espaces anthropologisés, la globalisation est synonyme de dissidence à l'égard du paradigme du *Grand Partage*. L'intégration se fait ici à partir de la dissidence; c'est un art de construire par le moyen de la réinvention des postures analytiques antérieures. Ce qui ne signifie pas adhésion à son pendant qui consiste à transposer dans ce contexte des grilles d'analyse et des concepts éprouvés ailleurs sans un effort de réflexion sur eux.

## 2—*L'administration des concepts ou défaut d'ajustement du regard*

Quand on ne revendique pas une sociologie africaine, c'est le contraire que l'on fait, c'est-à-dire, l'administration des concepts. Cette dernière est tout simplement le mot retenu pour désigner le fait d'adopter un concept sans recul. C'est ce que Lacroix appelle «effet de théorie» (1994:20). Ce défaut, qui a été reproché aux évolutionnistes et aux fonctionnalistes en leur temps, «consiste à vouloir tailler la réalité à la mesure du concept ou de la théorie» (Sindjoun 1999:7). C'est une manière de procéder qui relève également du paradigme du *Grand Partage*. Les Africains, les Amérindiens, et autres ont été fait primitifs par défaut d'ajustement du regard; c'est parce que la pratique consistait à les prendre pour ce que l'on voulait de façon à les faire coïncider avec le concept dûment élaboré qu'ils ont été tenus pour primitifs. Cet art de la fabrique du savoir est de plus en plus montré du doigt quand on veut expliquer l'improductivité des sciences sociales en Afrique (voir Abéga 2006:129).

Une pratique curieuse des sciences sociales prévaut, en effet, chez nombre de chercheurs africains en sociologie. Elle consiste à se dispenser d'«une analyse de la processualité inhérente à chaque notion» (Bidima 2000:92). A titre d'exemple, l'usage du développement, en tant que notion, dans les travaux s'est souvent fait de manière incontrôlée. Quand la sociologue camerounaise Kabou (1991) soutient que les Africains refusent le développement, ou même lorsque l'économiste camerounais Etounga Manguellè (1993), qui la rejoint, pense à la suite d'une telle affirmation que l'Afrique a besoin d'un ajustement culturel, c'est sûrement

de la modernisation qu'ils parlent. Cette confusion entre développement et modernisation transparaît davantage encore dans le titre d'un article du second de ces deux auteurs consacré à la démonstration de sa thèse à partir de l'exemple camerounais (1995): il soutient alors que le sous-développement du Cameroun est l'une des «conséquences d'une modernisation tardive [des] schémas sociaux» (1995:74). Or, comme le démontre fort opportunément l'anthropologue français Copans, la modernisation est différente du développement et vice versa (1990:226-35): si l'une, la modernisation, constitue «une acquisition imposée, non *sui generis* de traits désincarnés et désarticulés» (1990:227), l'autre, notamment le développement, est «une production indigène, autochtone de la modernité» (1990:229).

L'erreur des analyses proches de la thèse défendue par Kabou et Etounga Manguellè c'est d'adopter des concepts sans recul; et «Dans cette administration des concepts, la réflexion, activité douloureuse d'ouverture de la pensée à elle-même et à ce qui n'est pas elle, ne s'astreint plus à l'hésitation, au doute, au sondage de ses présupposés» (Bidima 2000:92). Une telle pratique des sciences sociales se dispense également de recherche de terrain véritable, «tellement les chercheurs nationaux s'y exercent peu» (Mbah 1987:168), pour se répandre en déclarations pompeuses relevant plus de la *monstration* que de la *démonstration* (voir la critique de Médard à l'école des modes populaires d'action politique 1994; voir aussi Sindjoun 2002:2-3). La conséquence de ce genre de pratique de la recherche c'est qu'elle débouche sur «une vision désocialisée de la vie sociale» (Wieviorka 2000:11) ainsi qu'on l'a vu plus haut avec Kabou et Etounga Manguellè. C'est également ce que constate le politologue camerounais Sindjoun lorsqu'il reproche aux études qui n'analysent la vie politique africaine qu'à partir «des catégories [exotiques] de la dérision et du simulacre» leur absence d'ajustement du regard à la réalité qui se donne à voir dans les chantiers de l'expérience sociale (2002:3; voir aussi Mkandawire, 1997:32-3).

Or, c'est justement l'expérience de terrain qui rend possible la réflexion sur le concept, notamment par le biais de sa mise à l'épreuve des réalités quotidiennes. C'est ce qui transparaît de l'analyse du travail de l'anthropologue français Copans, pour ne citer que lui: confrontant le concept de développement à la réalité, il parvient à la conclusion selon laquelle «les politiques dites de développement au lieu d'...accélérer la maturation la gangrènent cyniquement de l'intérieur» (Copans 1990:231). C'est dire que cette façon de pratiquer les sciences sociales qui a prévalu en Afrique par le passé a débouché sur une privation substantielle; en raison de son défaut de regard critique, de l'absence du nécessaire «détour par la distanciation» (Elias 1993:25) et par le contrôle

réflexif (Bourdieu 1997), elle a privé les agents à l'œuvre de la connaissance de *l'infrastructure anthropologique endogène*, sorte de *Building Blocks* servant d'éléments structurels de base dans la formulation des actions de développement qui se veulent pertinentes.

Faire le constat qui précède ne signifie pas affirmer qu'il n'existe pas d'études pertinentes réalisées par des chercheurs africains. A titre d'illustration, les travaux de l'historien burkinabé Ki-Zerbo peuvent servir à repenser la méthodologie de l'entreprise du développement ou des actions qui y sont liées en Afrique (1992) aussi bien que la renaissance de ce continent à l'heure de la mondialisation (2003). Ceux de Ukuku Juma (2000) peuvent être mobilisés pour résoudre l'épineuse question de la construction d'une démocratie en situation multiethnique en Afrique: ils proposent de cesser de combattre les dynamiques ethniques et de leur prêter une oreille attentive en cherchant à saisir leur sens et les logiques politiques dont elles sont porteuses. L'on pourrait aussi citer l'étude du constitutionnaliste congolais Mbata B. Mangu qui montre l'intérêt du constitutionnalisme dans la mise en place d'un système de démocratie véritable en Afrique (2003) ou celles réunies par Romdhane et Moyo pour rendre compte des dynamiques rurales de participation à la lutte contre la précarité et la marginalisation politique et qui permettent d'entrevoir des voies pour un développement durable à caractère endogène en milieu paysan africain (2002).

## 2ÈME PARTIE: LES VOIES AFRICAINES DE LA GLOBALISATION DE LA SOCIOLOGIE: LOCALISER À PARTIR DE LA DÉLOCALISATION

La présente partie s'emploie à apporter la preuve de la diversité des figures de la globalisation de la sociologie en regard des situations. A côté des résistances, il y a des initiatives scientifiques qui opèrent au point d'articulation du local et du global tant du point de vue de leurs préoccupations que de celui de leurs approches.

### *1—Sur le plan des centres d'intérêt et des problématiques*

Les centres d'intérêt des études africaines tendent aujourd'hui à sortir du ghetto de l'attention portée sur l'exotique. L'on n'hésite plus à s'intéresser aux mêmes champs de recherche que des laboratoires situés en dehors du continent. Ce qui se structure comme une alternative aux résistances à l'intégration de la sociologie à l'échelle mondiale. Les travaux sur l'Etat peuvent être cités ici en exemple.

La production scientifique en sociologie politique dans les pays dits du Nord atteste d'un intérêt renouvelé pour cet objet d'étude. L'analyse

se fait sous deux principaux angles: celui de l'Etat-territoire dans son rapport aux dynamiques actuelles de transcendance ou de dépassement des frontières et celui de l'Etat-nation dans son rapport aux groupes sociaux primaires. Pour la première tendance, l'on peut évoquer les travaux de Badie sur la fin des frontières (1995) ou le retournement du monde (avec Smouts, 1992) ou encore ceux de J. Habermas (1998) qui s'interrogent sur l'avenir de l'Etat-territoire face aux dynamiques migratoires de toutes sortes et à la construction d'un ordre politique fondé sur l'intégration régionale.

Or en Afrique aussi, «l'opérationnalité de l'Etat-nation comme forme d'organisation des sociétés humaines ou acteur de la vie internationale ne va plus de soi» (Abé 2001b:314). Ce qui montre que ce continent n'évolue pas en vase clos. D'où l'intérêt des chercheurs ayant les situations africaines pour terrain d'investigation pour les mêmes interrogations attestant en cela de leur ouverture aux thématiques ayant pignon sur rue ailleurs et liées justement à la globalisation. Ainsi, Mbembé parle d'une menace d'implosion de l'Afrique aux prises avec la question de la territorialité (1990) pendant que Mazrui doute de la solidité des frontières africaines de type étatique et s'interroge sur le nombre d'Etats qui conserveront leurs frontières intactes à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (1993:35). L'intérêt pour cette thématique est par ailleurs très dynamique. Elle est matière à débat comme le montrent les travaux de Ben Arrous qui reproche à l'approche de la fin de l'Etat-territoire en Afrique son penchant pour la sublimation du temps mondial et sa négligence du pouvoir des temps locaux (1996:9).

De même, aujourd'hui dans le monde occidental domine une réflexion sur les rapports de l'Etat-nation aux communautés primaires en son sein. C'est la question de la gestion du multiculturalisme dans la construction de l'intégration nationale qui est alors envisagée. La production scientifique dans le domaine de la sociologie abonde également ici. En France par exemple, les travaux de Wieviorka sont suffisamment connus dans ce champ de recherche (1996; 2005, etc.) de même que ceux de Leca (1996) ou encore ceux de Otayek (2000). Cette question est davantage documentée dans le milieu scientifique anglo-saxon comme l'atteste l'abondance de la production (Rex et Samad 1996; Clark, Forbes and Francis 1993; Taylor 1997, etc.).

C'est aussi une thématique actuelle dans le champ de la recherche en sociologie dans le contexte africain. Les travaux ne manquent pas sur les rapports de l'Etat aux groupes primaires dans les études africaines ou sur les situations africaines (voir Scarrit and Mozaffar 1999; Nnoli 1998; Sindjoun 1998; Amselle et E. M'Bokolo 1985, etc.).

L'on peut aussi faire le même exercice avec un champ de recherche comme celui de l'espace public. Ce dernier est une des thématiques les plus actuelles dans le champ de l'analyse sociologique en Occident. L'abondance des publications y relatives en atteste (Wright Mills 1967; Kosselleck 1978; Habermas 1986; Miège 1989; Farge 1992; Calhoun 1992; Paillart 1995; Fraser 2001, etc.). Même s'il n'est pas encore rentré dans la familiarité (voir Abé 2004a:16; Dahou 2005), cet objet d'étude est un champ de recherche émergent en Afrique: les chercheurs intéressés par les situations africaines sont de plus en plus préoccupés par cet objet comme le montre les travaux récents (voir Woods 1992; Mbembé 1992; 1995; Sindjoun 1996; Couret 1997; Guèye 1997; Enguélguélé 2000; Bahi 2003; Abé 2004a, etc.).

Ce qui précède atteste de l'amorce d'un processus de globalisation de la sociologie dans le continent africain au moyen d'une technologie de *mondialisation des terrains* (voir Copans 2000) d'interrogation qui se double d'une internalisation ou relocalisation des problématiques. C'est ce que montrent le décloisonnement et l'appropriation des problématiques et thématiques qui s'opèrent sous nos yeux. C'est aussi ce qu'indique la réinvention locale des approches et théories produites à partir de terrains de recherche autres, notamment occidentaux.

## *2—L'émergence d'une sociologie des passerelles: déconstruction, articulation et réappropriation*

La globalisation de la sociologie en regard des situations africaines n'est pas exclusivement une question de contenu ou de champs d'intérêt. C'est aussi une projection théorique qui consiste à revisiter les paradigmes produits ailleurs à travers les travaux réalisés sur les situations africaines. L'on assiste à la structuration d'une sociologie dont les travaux tiennent compte de l'ici et de l'ailleurs dans leurs analyses. L'on procède à partir d'un *art de faire* bien connu par de Certeau, celui de l'entre-deux (1990:52), pour produire une nouvelle pratique de la sociologie qui articule les méthodologies et les parangons pour sortir du paradigme du *Eux* et du *Nous* comme référentiel. Ce que l'on expérimente est similaire à ce que Appadurai appelle glocalisation (1993). Il s'agit d'une opération de réappropriation au cours de laquelle «le consommateur *fabrique*» (de Certeau 1990:53) grâce au travail de l'imagination où l'on mobilise la créativité et l'inventivité scientifique locale. La globalisation se fait ici à partir de trois technologies: la déconstruction, l'articulation et la réappropriation.

La déconstruction est entendue ici comme un art de construire à partir de la rupture ou de la dissidence; une rupture épistémologique qui se

comprend comme une dissidence paradigmatique. Celle-ci est double: avec le complexe topographique propre à une sociologie africaine et l'administration des concepts. L'on se retrouve alors en présence d'une sociologie qui se construit contre la sociologie de la fuite en avant des *africologues* (voir l'expression *africologie* chez Wadada Nabudere 2006) et en rupture avec le paradigme du *grand partage*; elle évolue à rebours de la sociologie de la dépendance et de la thèse de la déconnexion (voir Amin 1985). C'est une *sociologie de la communication* en ce sens qu'elle entre en dialogue avec ce qui se fait ailleurs, elle se met en mesure d'échanger sur la pertinence de ses résultats et sur celle de ceux des autres ne relevant pas de son aire culturelle.

L'articulation est en partie liée à ce décroisement géographique; elle se double cependant d'une dimension épistémologique qui exige une importante capacité d'inventivité de la part du chercheur en situation africaine. L'articulation dont il est question ici ne renvoie pas à l'assujettissement aux paradigmes qui viennent d'ailleurs, c'est-à-dire aux «applications locales du mouvement général de la sociologie néo-positiviste et de ses tendances empirico-analytique et systémique» (Schwarz 1979:133); il s'agit de mettre son ingéniosité à profit pour produire des savoirs qui révèlent la vérité de l'intimité des réalités locales, celle à l'œuvre sur le terrain, en même temps qu'ils font un écho critique à ce qui se fait dans les autres espaces de recherche du monde. L'articulation renvoie alors à la prise en compte de la nature hybride du réel et de la production du savoir. Ce qui oblige le chercheur à se situer dans un univers épistémologique qui se nourrit du contact intime avec le terrain et de l'échange comme du partage avec l'ailleurs. Le produit de ce va-et-vient entre les espaces de référentiels disjoints est un savoir qui met en évidence les points de similitude et ceux de dissimilitude de façon à organiser la visibilité de ce que ce l'on convient d'appeler l'*effet de terrain*. Ce dernier renvoie à l'appropriation qui découle de l'influence que l'articulation des spécificités de l'environnement socio-culturel et les postures analytiques communes à la communauté scientifique mondiale exerce sur le produit de la recherche. Il indique une construction écologiquement située du savoir ou, pour le dire autrement, une globalisation localement située de la production de celui-ci.

Ainsi définie, l'articulation est aussi et surtout solidaire de l'art de faire à partir de la consommation ou de l'uniformisation et de l'individualisation; ces deux dernières catégories apparaissent alors comme deux fonctions différentes du processus épistémologique de globalisation de la sociologie en Afrique dont aucune de ne peut exister sans l'autre. Ce sont les éléments disjoints, mais complémentaires, d'un même puzzle fondé sur une double entrée que le sociologue malawite Tiyanze Zeleza estime

«essential for globalisation of African scholarship and Africanisation of global scholarship» (2002:23). La pratique de la sociologie en situations africaines en référence à un seul de ces piliers conduit à la remise en question du processus épistémologique tout entier qui débouche sur la production du savoir au moyen d'une sociologie des passerelles. Dans ces conditions, la consommation ici est aussi usage/réappropriation, c'est-à-dire construction d'une trajectoire au point d'intersection de l'ici et de l'ailleurs, du proche et du lointain. Elle ne s'apparente donc pas, de ce point de vue, à la logique manichéenne inhérente à ce que Dumont a appelé *l'englobement du contraire* (1983). L'englobement du contraire ou des contraires «exprime le principe d'égalité par l'idée que l'on est tous dans la même catégorie d'humanité. En même temps, on assimile ce qu'on ne connaît pas. On ne cherche pas à valoriser le contraire» (Leroy 1998:53). Par contre, la consommation est valorisation de soi et de l'autre, de l'ici et de l'ailleurs, du proche et du lointain qu'elle s'emploie à articuler dans une même unité de sens.

Ce qui est vrai de l'Afrique dans le cadre de la présente analyse peut aussi l'être de l'Occident ou de l'Amérique latine par exemple. C'est une sociologie qui se fonde sur la confrontation et non sur la comparaison. Il s'agit de confronter les théories et travaux produits ailleurs à d'autres terrains, c'est-à-dire de les mettre en présence de ces derniers loin de tous présupposés théoriques (voir Dufaux et Gervais-Lambony 1994:9) de manière à se mettre à même de suivre la pente d'écoulement de l'histoire (voir Bastide 1971:61) et, au besoin, de déboucher sur la pluralisation de concepts que l'on voulait injustement unitaire au départ. Ainsi saisie, l'articulation paraît féconde parce qu'elle rend possible l'échange au sens de dialogue ou de don et contre-don entre espaces et communautés scientifiques distincts: ce sont des théories produites à partir d'autres terrains que l'on met à l'épreuve de situations différentes soit pour les enrichir soit pour les corriger de façon à leur restituer leur prétention à la scientificité. Par essence, en effet, la connaissance scientifique vise l'efficacité explicative universelle. En raison de cette relation avec l'universalité, la validité d'une théorie ou d'un résultat, c'est-à-dire sa *discutabilité* ou sa *criticabilité* indépendamment du contexte, en dépend.

Ce choix épistémologique pour globaliser la sociologie en regard des situations africaines est facile à justifier. Il suffit d'observer la dynamique interne de la globalisation elle-même pour comprendre et évaluer sa pertinence. Le *village global* n'est pas si global qu'on le présente; toutes les sociétés qui la composent ne sont pas engagées dans une même historicité, leurs trajectoires socio-historiques diffèrent sensiblement même si l'on peut retrouver nombre d'éléments en partage entre elles en raison des contacts culturels divers. Dans le cadre de cette étude, on l'a vu plus



haut que les systèmes sociaux africains suivent une trajectoire qui leur est propre, ils ne sont donc pas inscrits dans un processus de reproduction d'un modèle qui aurait déjà été expérimenté par d'autres, notamment les Occidentaux. De même les Asiatiques ne suivent en rien les Occidentaux pas plus que les Latino-américains ne cherchent à rattraper leurs voisins de l'Amérique du Nord. L'on pourrait dire que le monde est profondément multiculturel quand aux trajectoires que suivent les diverses aires de civilisation. C'est aussi ce qu'observe fort à propos Schwarz lorsqu'il souligne que «Le système mondial dont nous parlent si volontiers les visionnaires d'un développement planétaire unitaire est composé de sous-systèmes ... fort différents qui, fait primordial à souligner, puisent très inégalement dans le stock énergétique de l'humanité» (1979:147). En relations internationales, pour traduire cette pluralité de centres d'influence, l'on parle de multilatéralisme.

Tout ce qui précède oblige à reconnaître la diversité du monde et la pluralité des modernités. D'où la difficulté de les étudier ou d'expliquer leurs fonctionnements si différents à partir d'un paradigme fondée sur l'affirmation de l'homogénéité ou de la convergence vers un mythique point longtemps déterminé à l'avance. L'hypothèse de l'articulation, celle de la sociologie des passerelles, apparaît alors pertinente à plus d'un titre. Sa pertinence est d'abord liée au fait qu'elle permet de réconcilier (la globalisation de) la sociologie à son objet pluriel, notamment avec les dynamiques qui traversent le monde qu'elle étudie. De manière plus précise, pour ce qui est de l'Afrique, elle la réconcilie l'interrogation sociologique sur ce continent avec sa trajectoire socio-historique. Comme l'observe fort justement Leroy, «Le principe de base de la société africaine c'est celui de la complémentarité des différences ... en Afrique le monde est créé à partir du chaos. Le monde tel qu'on le vit en Afrique est une série d'interactions et d'articulations entre diverses composantes» (1998:53-4). C'est dans ce sens que l'approche par l'articulation réconcilie l'Afrique avec elle-même, c'est-à-dire sa nature quotidienne. D'où aussi sa pertinence à saisir et à expliquer ce qui se joue dans le théâtre de la quotidienneté.

Dans la mesure où elle table sur l'intelligence des espaces construits sur l'imbrication des différences, l'hypothèse de l'articulation élimine la disjonction des espaces de l'expérience sociale; il n'y a plus de tradition ni de modernité. C'est aussi dans ce sens qu'elle réconcilie la sociologie et l'anthropologie. Elle rend enfin caduques les spécialisations à caractère géographique et leur pendant que représente la thèse d'un retard à rattraper pour les sociétés qui avaient été dévolues à l'anthropologie. Par le même coup, elle restitue l'histoire aux dites sociétés et, partant à l'Afrique (voir Ela 1994). C'est dans ce contexte que ladite hypothèse apparaît

comme une voie pour la décolonisation de la sociologie en situation africaine, c'est-à-dire une trajectoire de sa *dé-complexation* (néologisme tiré de décomplexer) et de sa connexion à la sociologie pratiquée ailleurs, dans les espaces de recherche situés en dehors du continent. Et c'est parce qu'elle participe de la décolonisation de la socio-anthropologie pratiquée en Afrique que cette approche rend possible une réorganisation des rapports entre les chercheurs africains et ceux locaux en ouvrant la voie au travail visant à les sortir de leurs complexes d'infériorité. Comme nous le verrons plus loin, cette décolonisation de la recherche et de la production scientifique constitue l'une voie (ou condition) qu'emprunte la globalisation de la sociologie en regard des situations africaines.

C'est cette posture propre à la sociologie des passerelles que la socio-anthropologie des espaces publics expérimente en Afrique de l'Ouest, notamment au Niger dans le cadre du Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement local (LASDEL dans la suite du texte). Cette approche opère à partir du postulat selon lequel, la pertinence de l'explication du social repose sur la construction d'un pont entre la sociologie et l'anthropologie (Olivier de Sardan, 2005:4). C'est une approche inspirée de l'école de Chicago, celle-là même qui a réussi à rompre en son temps la frontière entre sociologie et anthropologie en recourant à l'observation *in situ* et aux enquêtes de terrain sur les petites communautés tant valorisée par les spécialistes de cette dernière (Delas et Milly 2005:277). Aussi attache-t-elle une attention particulière à la production du savoir au moyen de l'enquête ethnographique de terrain comme la pratiquaient les chercheurs de la *Société pour l'étude de l'interaction symbolique* tels que Park, Blumer, Redfield, Hughes et plus tard Goffman, Freidson ou encore Lemert. Elle s'inspire de cette approche et de la pratique de la recherche valorisée par l'école de Chicago. Ce qui ne signifie pas que les présupposés théoriques de cette dernière ont juste été l'objet d'une appropriation à l'échelle locale: l'on a fabriqué des outils de recherche inédits à partir d'eux. Il suffit de se référer au site électronique de ce laboratoire pour s'en convaincre (<http://www.lasdel.net>). Ce n'est donc pas une dynamique mimétique. C'est dans ce sens que ce qui se passe au LASDEL peut être apprécié comme une expérience africaine de transnationalisation de la sociologie, c'est-à-dire de son intégration à l'échelle du globe terrestre.

C'est la même dynamique qui est à l'œuvre dans les orientations thématiques, les choix d'objets de recherche, du LASDEL. En terme de contenu, la socio-anthropologie des espaces publics à l'œuvre au LASDEL de Niamey s'inspire des problématiques tirées de la science politique par les anthropologues de l'APAD. Comme dans les recherches de ces derniers, les travaux portent alors sur les formes particulières de

délivrance, de gestion et d'usages des biens ou des services publics ou collectifs qu'ils relèvent du secteur étatique ou non. L'interrogation a trait aussi bien à l'offre de soins de santé dans le domaine public ou privé (Souley 2001; Moussa 2003, etc.), aux courtiers du développement local (Tidjani Alou 1996), aux administrations locales (voir Moussa 2002; Komlavi Hahonou 2003), etc. Il s'agit là de thématiques qui n'ont que peu de secret pour l'équipe de chercheurs de l'APAD (Olivier de Sardan 1999; Blundo 1995; Jaffré, 1999, etc.). Comme chez ces derniers, les chercheurs du LASDEL construisent leurs problématiques dans une perspective constructiviste visant l'étude des représentations et des interactions et articulant enjeux intellectuels et enjeux politiques, sociaux et économiques auxquels les cadres d'accueil des enquêtes sont confrontés. C'est aussi ce que faisaient les spécialistes de l'école de Chicago. Ce qui atteste que l'on est bien en face d'une dynamique d'internationalisation d'une tradition de recherche de la sociologie en Afrique à partir du paradigme de la passerelle.

Cette expérience du LASDEL indique que la mise en place de la sociologie des passerelles repose sur la promotion d'une «vibrant culture of intra-African academic exchanges, which is indispensable for the development of strong African research capabilities and effective linkages with other regions» (Tiyambe Zeleza 2002:23). Les méthodologies et les thématiques de recherche en vogue en Afrique de l'Ouest depuis la mise en route des travaux du LASDEL indiquent l'émergence d'un réseau d'échanges régional. Parmi les membres de ce laboratoire, l'on rencontre aussi bien des chercheurs de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Marseille que les Nigériens eux-mêmes. Ce qui atteste d'une intégration du personnel scientifique au-delà du cadre réduit de l'Afrique.

Cette intégration du personnel scientifique présente un autre visage, celui de la transdisciplinarité des champs de recherche. Cette transdisciplinarité se traduit par la mise ensemble de chercheurs d'origines disciplinaires diverses et par le transfert des concepts aussi bien que des objets d'étude d'une discipline à l'autre. A titre d'illustration, au LASDEL, l'on rencontre anthropologues, sociologues et politologues engagés dans les mêmes terrains de recherche. L'on peut aussi observer un transfert des objets, des concepts et des perspectives analytiques de la science politique à la socio-anthropologie lorsque l'Etat ou la gouvernance par exemple deviennent un terrain d'enquête pour la dernière citée de ces deux disciplines. C'est un travail de reconstruction des centres d'intérêt de l'anthropologie amorcé dans un autre contexte par des chercheurs comme Abélès (1990, 1992). Dans l'autre sens, l'on se trouve dans un laboratoire où le politologue centre l'essentiel de sa production scientifique

sur ce qui se passe dans les interactions à la manière d'un sociologue attaché à l'interactionnisme symbolique comme Goffman. La voie africaine de la sociologie des passerelles se construit à la fois à partir de la circulation des idées et des chercheurs de régions diverses, y compris ceux travaillant hors du continent, et d'une discipline à l'autre. Il y a un partage des idées, des concepts, des méthodologies et des thématiques entre spécialistes de sciences sociales; la globalisation de la sociologie en regard de l'Afrique c'est donc aussi la fin des cartes d'identités scientifiques et des chasses gardées des disciplines. Cette déconstruction des frontières entre disciplines en termes d'objets, de méthodologies ou de chercheurs constitue l'autre dimension de la catégorie *passerelle* mobilisée ici pour étudier la globalisation de la sociologie en regard de l'Afrique.

C'est dans le sillage de cette sociologie des passerelles que se situent également les travaux de chercheurs plus ou moins isolés comme le politiste camerounais Sindjoun sur l'Etat en situation africaine. Pour lui, ce dernier constitue une construction baroque où l'on retrouve ce qui caractérise cette organisation politique là où elle est apparue mais aussi une production locale qui atteste de l'inventivité des populations africaines (Sindjoun 2002). Cette inventivité n'est pas synonyme d'appropriation au sens que Bayart donne à cette expression (1985; 1989). Ce n'est pas non plus une adhésion à la thèse de l'importation de cette institution (voir Badie 1992). C'est aussi ce que fait Mbembe (1992; 1995) quand il mobilise l'approche bakhtinienne de la prise de parole par le peuple (Bakhtine 1970), qui soutient que ce dernier «s'exprime par le réalisme grotesque» (Demerson 2002:242), pour exhumer les sites de braconnage de l'ordre établi au Cameroun. C'est également cette trajectoire de globalisation de la sociologie en regard des terrains africains que nous expérimentons lorsque nous abordons la construction de la civilité critique au Cameroun à partir d'une approche qui fait avec Habermas sans Habermas (Abé 2004a). C'est aussi en regard de ce décloisonnement des approches que le sociologue camerounais Kamdem opère pour interroger les dynamiques interculturelles dans les espaces d'action organisée au Cameroun (2002). Cette orientation de l'analyse des interactions ayant pour cadre les organisations est en effet une réappropriation de ce qui se fait déjà en Occident (voir par exemple d'Iribarne 1989).

Les choses ne se limitent cependant pas à cette réappropriation des positions théoriques et méthodologiques, il existe tout un mouvement de production d'orientations inédites sur le plan local auquel nombre de travaux réalisés en Occident font écho même s'ils se gardent très souvent de le dire par pur complexe de supériorité (voir Sanjek, 2003:13; Mkandawire 1997:29). L'interrogation actuelle des dynamiques urbaines dans leur relation à l'articulation de la citoyenneté est loin d'être une

préoccupation scientifique que la sociologie africaniste doit à sa relation à l'extérieur. L'antériorité des travaux de Gibbal (1974) ou de Ela (1983) par rapport aux recherches récentes en Occident l'attestent largement. A titre d'illustration, en France, pour ne prendre que cet exemple, cette façon d'aborder les dynamiques urbaines date du début des années 80 seulement (voir Ion et Micoud 1980; Benoît – Guilbot 1986; Hatzfeld 1986). Des travaux comme ceux réunis par Neveu (2003) doivent donc beaucoup à la sociologie pratiquée en regard des situations africaines. Cela rejoint, à bien des égards, la démonstration de Balandier selon laquelle c'est en étudiant les sociétés dites anthropologisées telles que celles d'origine africaine que la socio-anthropologie arrive à affiner ses approches en regard des terrains occidentaux (1985).

Autre dynamique solidaire de la sociologie des passerelles, celle qui consiste à enrichir une approche déjà existante en la sortant de son cadre classique d'expérimentation ou de pertinence. C'est l'itinéraire épistémologique choisi par l'internationaliste camerounais Chouala; fort du principe que «des outils théoriques élaborés dans le cadre de l'analyse interne [comme la paradigme du champ] peuvent valablement être opérationnalisés sur le terrain interétatique et vice-versa» (2002:521), ce chercheur a ouvert une perspective analytique internationaliste au paradigme du champ (2002) bien connu dans la sociologie de Bourdieu pour l'étude des interactions entre groupes sociaux à l'échelle nationale (voir 1981; 2000). En déconstruisant la théorie habermassienne de l'espace public pour l'ouvrir à un mode d'interrogation qui permet à la recherche de s'intéresser à la fois aux sites conventionnels d'expression et aux moyens d'interpellation non-identifiés tels que la culture populaire, le folklore et l'informel communicationnel, c'est aussi ce que nous avons voulu faire dans le cadre d'une étude antérieure (voir 2004:23–29). Ce qui montre que l'interaction est double: pour parler comme Mauss (2003), lorsque que la globalisation procède à partir d'une sociologie des passerelles, elle est un don mais aussi un contre-don.

Toujours en regard de l'Afrique, la globalisation de la sociologie prend aussi les contours de la transmigration des chercheurs. Par leurs passages des espaces scientifiques africains à ceux situés en dehors du continent, les sociologues de la diaspora contribuent, en effet, à la globalisation de cette discipline en regard des situations africaines. A bien des égards, c'est une situation qui organise la connexion de ce personnel scientifique local à ce qu'il est convenu d'appeler les *Global Networks*. Cette délocalisation des chercheurs constitue, à n'en point douter, l'une des figures visibles de la globalisation de la sociologie en regard des situations africaines. Les chercheurs de la diaspora sont plus exposés aux problématiques et idées nouvelles. L'on peut également dire qu'ils

sont plus présents que les locaux dans les espaces d'échanges à caractère international sur les problèmes et avancées que connaît la discipline. Leurs publications en portent souvent la marque et contribuent ce faisant à une vulgarisation de ce qui se fait ailleurs dans le continent. Il s'agit de ce point de vue d'une masse critique importante dans la production des passerelles entre ce qui se fait en Afrique et ce qui caractérise la réalité de la discipline en dehors du continent. Cet avantage est cependant parfois un handicap qui affaiblit quelques fois la production scientifique sur les réalités du continent. En raison de leur éloignement de ces dernières et des difficultés d'organiser des descentes de terrain régulières, nombre de chercheurs opèrent parfois à partir d'une faible qualité de données. Ce qui porte un coup à la qualité des travaux qui en découlent. Cela relativise leur contribution à la globalisation de la sociologie, tout au moins sur le plan de la pratique de la recherche.

A côté de cette catégorie de connexion de la sociologie de l'Afrique aux réseaux transnationaux, il y a aussi les expériences de collaboration entre équipes mixtes constituées de laboratoires de recherche occidentaux et africains. Dans le cadre des projets financés en Afrique par l'Agence Nationale pour la recherche sur le SIDA (ANRS), une institution française, plusieurs binômes sont à pied d'oeuvre dans le continent. Il ne s'agit pas ici de ne laisser aux chercheurs du sud qu'un rôle de collecte de données comme par le passé (voir Sanjek, 2003:15), mais d'une collaboration au sein d'équipes multidisciplinaires ayant chacune sa tâche et disposant de la latitude de déboucher à la production à publier sous leurs propres signatures.

## CONCLUSION

La présente contribution portait sur la globalisation de la sociologie en regard des situations africaines. L'analyse a permis de constater que ce processus consiste en deux attitudes scientifiques contraires: le rejet et l'appropriation par réinvention, la résistance et l'intégration critique. L'étude a, cependant, permis d'établir, que la première attitude ne permet pas à la sociologie produite en regard des situations africaines de sortir d'un complexe qui garantit son improductivité, le complexe topographique lié au paradigme du *Grand Partage*. C'est en cela qu'elle est une *globalisation par défaut*. Globalisation parce que le rejet d'un système n'est pas synonyme d'inscription dans un espace hors système. Comme l'indiquent les travaux de Certeau sur l'invention du quotidien par les classes populaires, celles-ci dédoublent le sens des éléments de la culture dominante pour leur donner un autre contraire et même critique

de la signification originelle (1990). Pour arriver à déployer cette ratio populaire, les dits groupes sociaux ne s'embarrassent pas de sortir du système; ils tirent plutôt profit de leur position ou statut de dominés. Le concept d'*adaptation secondaire* prend la même valeur chez Goffman et traduit la liberté que s'octroie l'individu au sein de l'organisation carcérale en utilisant ce qui est défendu ou illicite pour contrarier les prétentions disciplinaires de l'organisation sans qu'il en sorte (1968:245).

Cela indique que la construction d'une sociologie dé-localisée ou intégrée à l'échelle du monde et la permanence d'une autre dont le référentiel reste le temps local sont deux faces d'une même réalité: la globalisation de la sociologie. Ce que l'on peut aussi retenir de ce qui précède c'est que la sociologie même globalisée ne signifie nullement émancipation absolue du local car comme le donne à voir l'analyse, le global est un local réinventé. Ce qui signifie que même la sociologie dé-localisée possède ses frontières locales qui méritent une attention particulière si l'on veut bien saisir ce processus. Lesdites frontières ne sont pas le résultat d'une résistance à la globalisation, mais d'une glocalisation de celle-ci, c'est-à-dire de sa réinvention par le temps local qui témoigne d'un refus de dépendance et d'un rejet de la facilité qui consiste à tenter se déconnecter alors même cela est impossible.

La dernière chose que l'on peut retenir, c'est que l'invite à la déconnexion du système mondial (Amin 1985) participe du sous-développement de la sociologie en situations africaines et, partant, de la précarisation des conditions de vie des Africains parce que sa contribution est quasi nulle dans le remodelage des contextes qui lui servent de substrat dans ce travail de production des connaissances. Or, nous l'avons vu, la globalisation de la sociologie ne peut se faire sur fond d'une démission des clercs, c'est-à-dire d'un oubli du politique (Caillé 1993) si elle se veut pertinente. Pendant que l'attitude contraire paraît plus proche de la réalité. Par ailleurs, la réalité dans le continent a beau être qualifiée de locale, il s'agit d'un *local globalisé* comme l'indique les contributions du récent numéro de la revue *Politique africaine* dirigé par Malaquais (2006) sur les villes flux en Afrique. Dans cette perspective, la tâche ardue qui revient au chercheur c'est de «situer le savoir local dans un contexte global conforme à la réalité [quotidienne], et de l'interpréter rigoureusement» Diawara 2003:9).

Pour y arriver, le travail qui aboutit à la production du savoir sociologique globalisé comporte une étape préalable, celle relative à l'archéologie de l'engendrement d'une théorie, d'une position méthodologique ou d'une thématique. C'est parce que l'on connaît la processualité de ces opérations techniques que l'on peut arriver à créer des interfaces, sortes d'espaces de communication, entre les savoirs dits localisés et ceux dits

dé-localisés et vice versa. Il apparaît dès lors que la contrainte majeure à la globalisation de la sociologie en Afrique c'est la construction de ces espaces de communication. En regard, des situations africaines, l'une des difficultés, que certains sociologues parviennent tout de même à dépasser, est liée à l'accès à la documentation nécessaire et à la situation sociale et économique des chercheurs. L'insuffisance du personnel spécialisé (voir Ki-Zerbo 1992) et la qualité de la formation reçue dans les structures spécialisées en la matière posent également problème autant que la situation de la recherche en sociologie. C'est pourtant la condition pour bâtir cette *sociologie de la modernité* (Martucelli 1999), c'est-à-dire une sociologie intégrée et productive au service du décroisement des champs de production du savoir et de l'afro-renaissance.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abé, Claude. 2001a. Problématique de la société civile en Afrique: la contribution de la sociologie de l'entrecroisement des civilisations. *Bastidiana* (33-34):225-40.
- . 2001b. L'Afrique à l'épreuve de la mondialisation. *Cahiers de l'UCAC* (6):313-32.
- . 2004. L'espace public entre le proche et le lointain. La construction de la civilité critique au Cameroun, *Thèse pour le Doctorat*, Paris XIII (Université de).
- . 2006. The practice of anthropology in francophone Africa. The case study of Cameroon. Pp. 114-35 in Mwenda Ntangangwi, David Mills, and Mustafa Babiker, eds., *African Anthropologies: History, Critique and Practice*. Dakar: Council for the Development of Social Science Research in Africa.
- Abéga, Séverin Cécile. 2006. The practice of anthropology in francophone Africa. The case study of Cameroon. Pp. 114-35 in Mwenda Ntanrangwi, Davids Mills, and Mustafa Babiker, eds., *African Anthropologies. History, critique and practice*. Dakar: CODESRIA.
- Abélès, Marc. 1990. *Anthropologie de l'Etat*. Paris: Armand Colin.
- . 1992. *La vie quotidienne au Parlement européen*. Paris: Hachette.
- Amin, Samir. 1985. *La déconnexion*. Paris: La Découverte.
- Amselle, Jean Loup et M'bokolo Elikia, eds. 1985. *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*. Paris: La Découverte.
- Appadurai, Arjun. 1993. Disjuncture and difference in the global cultural economy. Pp. 269-95 in B. Robbins, ed., *The Phantom Public Sphere*. Minneapolis/London: University of Minnesota Press.
- . 1996. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot.
- Badie, Bertarnd. 1992. *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris: Fayard.



- . 1995. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris: Fayard.
- Badie, Bertrand et Marie-Claire Smouts. 1992. *Le retournement du monde*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Bahi, Aghi. 2003. La «Sorbonne» d'Abidjan: rêve de démocratie ou naissance d'un espace public? *Revue africaine de sociologie* 7(1):1–17.
- Bakhtine, Mikhaïl. 1970. *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Age et sous la Renaissance*. Paris: Gallimard.
- Balandier, Georges. 1955. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris: Puf, 4<sup>e</sup> édition 1982.
- . 1971. *Sens et puissance. Dynamiques sociales en Afrique centrale*, Paris: Puf.
- . 1985. *Le détour. Pouvoir et modernité*, Paris: Fayard.
- Bastide, Roger. 1970. *Le prochain et le lointain*. Paris: Cujas.
- . 1971. *Anthropologie appliquée*. Paris: Payot.
- Bamyeh, A. Mohammed. 1998. Sociology, Civil Society Unbound World. *Canadian Journal of Sociology* 23(2/3):179–93.
- Bayart, Jean –François. 1985. *L'Etat au Cameroun*. Paris: PNFNSP.
- . 1989. *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*. Paris: Fayard.
- . 2004. *Le gouvernement du monde. Une critique de la globalisation*. Paris: Fayard.
- Ben Arrous, Michel. 1996. *L'Etat, ses dissidences et leurs territoires. La géographie par le bas en Afrique*. Dakar: CODESRIA, Série monographie 3/96.
- Ben Romdhane, Mahmoud and Sam Moyo, eds. 2002. *Peasant Organizations and the Democratization Process in Africa*. Dakar: Council for the Development of Social Science Research in Africa.
- Benoît-Guilbot, Odile. 1986. Quartiers-dortoirs ou quartiers-villages? *L'Esprit des lieux*: 128–56.
- Bidima, Jean-Godefroy. 2000. Le corps, la cour et l'espace public. *Politique africaine* (77):90–106.
- Blundo, Giorgio. 1995. Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais. *Cahiers d'études africaines* (137):73–99.
- Bourdieu Pierre. 1981. La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la recherche en Sciences Sociales* (36–37):3–24.
- . 1997. *Méditations pascaliennes*. Paris: Seuil.
- . 2000. *Les structures sociales de l'économie*. Paris: Seuil.
- Caillé, Alain. 1993. *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*. Paris: La Découverte.

- Calhoun, Craig, éd. 1992. *Habermas and the Public Sphere*. Cambridge: The MIT Press.
- Certeau, Michel de. 1990. *L'invention du quotidien, t. 1: Arts de faire*. Paris: Gallimard.
- Chouala, Yves Alexandre. 2002. Le paradigme du champ à l'épreuve de l'analyse du champ. *Revue internationale de sociologie* 12(3):521–44.
- Clark, G.L., D. Forbes, et R. Francis, édés. 1993. *Multiculturalism, Difference and Postmodernism*. Melbourne: Longman Cheshire.
- Copans, Jean. 1975. *Anthropologie et impérialisme*. Paris: François Maspero.
- . 1990. *La longue marche de la modernité africaine. Savoirs, intellectuels, démocratie*. Paris: Karthala.
- . 2000. Mondialisation des terrains ou internationalisation des traditions disciplinaires, l'utopie d'une anthropologie sans frontières. *Anthropologie et sociétés* 24(1):21–42.
- Couret, Dominique. 1997. Territoires urbains et espace public à Abidjan. Quand gestion urbaine et revendications citadines composent. Pp. 429–58 in B. Contamin et H. Mémel-Foté, édés., *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recompositions*. Paris: Karthala.
- Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et la Politique (CURAPP). 1998. *La politique ailleurs*. Paris: Puf.
- Dahou, Tarik. 2005. L'espace public face aux apories des études africaines. *Cahiers d'études africaines* (178):327–49.
- Delas, Jean-Pierre et Bruno Milly. 2005. *Histoire des pensées sociologiques*. Paris: Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition.
- Demerson, Guy. 2002. La leçon de Mikhaïl Bakhtine. L'entrechoquement des langues et des cultures. *Esprit* (283):240–53.
- Diawara, Mamadou. 2003. L'interface entre les savoirs paysans et le savoir universel. Pp. 8–16 in Mamadou Diawara, éd., *L'interface entre les savoirs paysans et le savoir universel*. Bamako: Le figuier.
- Dufaux, Frédéric et Philippe Gervais-Lambony. 1994. Introduction. Pp. 7–12 dans Frédéric Dufaux et Philippe Gervais-Lambony, édés., *Afrique noire/Europe de l'Est. Regards croisés*. Paris: Karthala/Géotropiques.
- Dumont, Louis. 1983. *Essai sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris: Seuil.
- Durkheim, Emile. 1999. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris: Puf, 10<sup>e</sup> édition.
- Ela, Jean-Marc. 1983. *La ville en Afrique noire*. Paris: Karthala.
- . 1994. *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*. Paris: L'Harmattan.
- Elias, Norbert. 1993. *Engagement et distanciation*. Paris: Fayard.

- Enguéléguélé, Maurice. 2000. Cameroun: «l'opinion publique». Une notion à géométrie variable. *L'Afrique politique*: 59–88.
- Etounga-Manguellè, Daniel. 1993. *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?* Paris: Editions Nouvelles.
- . 1995. Culture et développement: ou les conséquences d'une modernisation tardive de nos schémas sociaux. *Terroirs (revue africaine de sciences sociales)* (002):
- Farge, Arlette. 1992. *Dire et mal dire: l'opinion publique au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris: Seuil.
- Fraser, Nancy. 2001. Repenser la sphère publique: une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement. *Hermès* (31):125–56.
- Gibbal, Jean-Marie. 1974. *Citadins et villageois dans la ville africaine. L'exemple d'Abidjan*. Grenoble and Paris: PUG and F. Maspero.
- Giddens, Anthony. 1994. *Les conséquences de la modernité*. Paris: L'Harmattan.
- Goffman, Erving. 1968. *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris: Minuit.
- Guèye, Pathé Sémou. 1997. La sphère publique et la démocratie délibérative: repenser la politique. *Bulletin du CODESRIA* (4):34–41.
- Gunder Frank, André. 1979. *Le développement du sous-développement: L'Amérique latine*. Paris: François Maspero.
- Habermas, Jürgen. 1998. *L'intégration républicaine*. Paris: Fayard.
- . 1986. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Fayard.
- Hatzfeld, Hélène. 1986. Municipalité socialiste et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-Gare. *Revue française de Science Politique* 36(3):374–92.
- Ion, Jacques et André Micoud. 1980. L'expérience récente des comités de quartiers à Saint-Etienne. *Revue internationale d'action communautaire* 4(44):160–66.
- Iribarne, Philippe d'. 1989. *La logique de l'honneur*. Paris: Seuil.
- Jaffré, Yves. 1999. Les services de santé «pour de vrai». Politiques sanitaires et interactions quotidiennes dans quelques centres de santé (Bamako, Dakar, Niamey). *Bulletin de l'APAD* (17):3–17.
- Kabou, Axelle. 1991. *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris: L'Harmattan.
- Kalberg, Stephen. 2004. Difficultés d'un consensus transnational sur une théorie sociologique unifiée. *Revue du MAUSS (Semestrielle)* (24):173–88.
- Kamdem, Emmanuel. 2002. *Management et interculturalité en Afrique: l'expérience camerounaise*. Paris: L'Harmattan.

- Ki-Zerbo, Joseph. 1992. Le développement clés en tête. Pp. 1–71 dans J. Ki-Zerbo, éd., *La natte des autres. Pour un développement endogène en Afrique*. Dakar: CODESRIA.
- . 2003. *A quand l'Afrique. Entretien avec René Holenstein*. Paris/Sussex: Editions de l'Aube/Editions d'en-bas.
- Komlavi Hahonou, Eric. 2003. *Les pouvoirs locaux à Balleyara*. Niamey, Etudes et travaux du Lasdel (14), novembre.
- Kosselleck, Reinhard. 1978. *Le règne de la critique*. Paris: Minuit.
- Laburthe-Tolra, Philippe et Jean-Pierre Warnier. 2003. *Ethnologie et anthropologie*. Paris: Puf.
- Lacroix, Bernard. 1994. La crise de la démocratie représentative en France. *Scalpel* (1):2–29.
- Lagrée, Jean-Charles. 2002. Réflexions pour une géo-sociologie. *Esprit critique. Revue internationale de sociologie et de sciences sociales* 4(10), Octobre, consulté sur Internet, <http://www.espritercritique.fr> (consulté le 12 septembre 2007).
- Latour, Bruno. 1994. *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris: La Découverte.
- Leca, Jean. 1996. La démocratie à l'épreuve des pluralismes. *Revue française de science politique* 46(2):225–79.
- Leroy, Etienne. 1998. Repenser l'Etat. *Interview réalisée par M. Fall pour Le Courrier ACP/UE* (171):53–6.
- Lévi-Strauss, Claude et Daniel Eribon. 1988. *De près et de loin*. Paris: Editions Odile Jacob.
- López, Citlalli. 2003. *The Endurance of Mexican Amate Paper: Exploring Additional Dimensions to the Sustainable Development Concept*. Enschede: Twente University Press.
- Mafeje, Archie. 1971. The ideology of “tribalism.” *The Journal of Modern African Studies* 9(2):253–61.
- . 1976. The problem of anthropology in historical perspective: An inquiry into the growth of social science. *Canadian Journal of African Studies* 10(2):307–33.
- Malaquais, Dominique, éd. 2006. *Politique africaine* (100)
- Martuccelli, Danilo. 1999. *Sociologies de la modernité*. Paris: Gallimard.
- Mauss, Marcel. 2003. Essai sur le don. Formes et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. Pp. 143–279 in Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*. Paris: PUF.
- Mazrui, Ali. 1993. Nouvelles frontières africaines. *Courrier international* (150):35–37.
- Mbah, Jean-Ferdinand. 1987. *La recherche en sciences sociales au Gabon*. Paris: L'Harmattan.

- Mbata B. Mangu, André. 2003. Constitutions sans constitutionnalisme, «démocraties autoritaires» et responsabilité sociale des intellectuels en Afrique centrale : quelle voie vers la Renaissance Africaine? Communication à la conférence sous régionale de l'Afrique centrale à l'occasion du trentième anniversaire du CODESRIA, Douala, 4-5 oct.
- Mbembé, Achille. 1990. L'Afrique noire va implorer. *Le Monde diplomatique* (440):18-19.
- . 1992. The banality of power and the aesthetics of vulgarity in the post-colony. *Public Culture (Bulletin of The Center for Transnational Cultural Studies)* (4):1-30.
- . 1995. Sexe, bouffe et obscénité politique. *Terroirs (Revue africaine de sciences sociales)* (002):34-73.
- McLuhan, Marshall. 1977. *Comprendre les médias*. Paris: Mane/Seuil.
- Miège, Bernard. 1989. *La société conquise par la communication*. Grenoble: PUG.
- Mkandawire, Thandika. 1997. The social sciences in Africa: Breaking local barriers and negotiating international presence. The bashorun M.K.O. Abiola distinguished lecture presented to the 1996 African Studies Association annual meeting. *African Studies Review* 40(2):15-36.
- Moussa, Hadiza. 2002. *Les pouvoirs locaux à N'gourti*. Niamey: Etudes et travaux du LASDEL (12), oct.
- . 2003. Devoir de soigner et droit d'exercer la violence: ethnographie des consultations de planification familiale à Niamey/Niger. *Bulletin de l'APAD* (25):49-67.
- Neveu, Cathérine, éd. 1999. *Les pouvoirs locaux à N'gourti*. Niamey: Etudes et travaux du LASDEL.
- Nga Ndong, Valentin. 2003. *Plaidoyer pour une sociologie africaine*. Yaoundé: Presses de l'Université de Yaoundé.
- Nnoli, Okwudiba. 1998. *Ethnic Conflicts in Africa*. Dakar: CODESRIA.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1999. L'espace public introuvable. Chefs et projets dans les villages nigériens. *Revue Tiers-Monde* (157):139-67.
- . 2005. De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains. *Communication au colloque de l'APAD sur «Entrepreneurs et entreprises en quête de normes»*, Yaoundé, 11-13 octobre.
- Otayek, René. 2000. *Identité et démocratie dans un monde global*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Paillart, Isabelle, éd. 1995. *L'espace public et l'emprise de la communication*. Grenoble: Ellug.
- Rex, J. et Y. Samad. 1996. Multiculturalism and political integration in Birmingham and Bradford. *Innovation* (9):11-31.

- Sanjek, Roger. 2003. Anthropology's hidden colonialism: Assistants and their ethnographers. *Anthropology Today* 9(2):13–18.
- Scarrit, James R. and Shaheen Mozzafar. 1999. The specification of ethnic cleavages and ethnopositional groups for analysis of democratic competition in contemporary Africa. *Nationalism and Ethnic Politics* 5(1):82–117.
- Schwarz, Alf. 1979. La sociologie en Afrique ou les véritables enjeux du paradigme du développement international. *Revue canadienne d'Etudes Africaines* 13(1/2):89–160.
- Souley, Aboubacar. 2001. *Interactions entre personnels de santé et usagers à Niamey*. Niamey: Etudes et travaux du LASDEL (2).
- Sindjoun, Luc. 1996. Le champ social camerounais: désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique. *Politique africaine* (62):57–67.
- . 1998. *La politique d'affection en Afrique noire. Société de parenté, société d'Etat et libéralisation politique au Cameroun*. Boston: GRAF/Boston University.
- . 1999. *Science politique réflexive et savoirs sur les pratiques politiques en Afrique noire*. Dakar: CODESRIA.
- . 2002. *L'Etat ailleurs. Entre case vide et noyau dur*. Paris: Economica.
- Taylor, Charles. 1997. *Multiculturalisme, différence et démocratie*. Paris: Flammarion.
- Tidjani Alou, Mahaman. 1996. Les trajectoires d'une reconversion du militantisme associatif au courtage en développement: le cas de Timidria au Niger. *Bulletin de l'APAD* (12): 39–65.
- Tiyambe Zeleza, Paul. 2002. The politics of historical and social science research in Africa. *Journal of Southern Africa Studies* 28(1):9–23.
- Touraine, Alain. 1974. *Pour la sociologie*. Paris: Editions du Seuil.
- Ukuku Juma. 2000. *Ethnicity, State Power and the Democratization Process in Uganda*. Uppsala: Nordiska Afrika Institutet (Discussion paper n°17).
- Wadada Nabudere, Dani. 2006. Towards an Afrikology of Knowledge Production and African Regeneration. *International Journal of African Renaissance Studies* 1(1):7–32.
- Warnier, Jean-Pierre. 1999. *La culture de la mondialisation*. Paris: La découverte.
- Wieviorka, Michel. 1996. *Une société fragmentée? Le multiculturalisme en débat*. Paris: La Découverte.
- . 2000. Sociologie postclassique ou déclin de la sociologie? *Cahiers internationaux de sociologie* CVIII:
- . 2005. *La différence. Identités culturelles: enjeux, débats et politiques*. Paris: Editions de l'aube.
- Woods, Dwaine. 1992. Civil society in Europe and Africa: Limiting state power through a public sphere. *African Studies Review* 35(2):77–100.

Wright Mills, Charles. 1967. *Power, Politics, People*. London: Oxford University Press.

**Claude Abé** est Maître de Conférences de sociologie. Il enseigne à l'Université Catholique d'Afrique Centrale à Yaoundé et nombreuses universités camerounaises. Il est titulaire du DEA de Sociologie (Université de Yaoundé I) et du Doctorat nouveau régime en Sciences de l'information et de la communication (Université Paris XIII). Ses travaux de recherche portent sur la production de l'ordre et du désordre dans les sociétés anthropologisées. Ainsi construit, le champ d'intérêt, dans lequel nous nous investissons à partir de l'observation socio-anthropologique de situations africaines- avec un intérêt particulier pour l'expérience du Cameroun-, est pluriel. Il concerne aussi bien la communication sociale, la société civile, les sciences sociales elles-mêmes aussi bien que les diverses situations de désordre causées par l'épreuve de la modernité dans les sociétés africaines. Il s'agit chaque fois de montrer comment le pouvoir et la société entrent en collision ou collusion dans la production du changement social, c'est-à-dire de voir comment l'on capitalise l'ordre ou le désordre pour participer ou contribuer à la construction du vivre ensemble ou de la modernité. Claude Abé est l'auteur de nombre de contributions dans les ouvrages et revues. Entre autres : «Problématique de la société civile en Afrique: la contribution de la sociologie de l'entrecroisement des civilisations», *Bastidiana*, 33-34, 2001, pp. 225-40; 2005, «Approches anthropologiques de la sorcellerie », *Cahier de l'UCAC* (avec S. C. Abega); «Les sciences sociales et devenir de l'Afrique : entre construction et déconstruction», in collectif, *Les sciences sociales et l'avenir de l'Afrique*, Dakar: CODESRIA, 2005, pp. 33-87.

[abe\\_claude@yahoo.fr](mailto:abe_claude@yahoo.fr)

